

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

---

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN**

---

**DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION  
ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES**

---

**Programme d'Appui à l'Amélioration de l'Efficacité de la  
Politique Economique du Sénégal (PA\_AEPE).**

**BILAN ACTIVITES 2017**

Décembre 2017

## Table des matières

INTRODUCTION.....	3
RAPPORT D'ACTIVITES .....	4
DIFFICULTES RENCONTREES .....	9
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	11
BILAN FINANCIER DU PAAEPE EN 2017 .....	12
TABLEAU RECAPITULATIF DE DEPENSE DES CREDITS DU PTA-2017.....	15

## INTRODUCTION

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a consenti à appuyer le Gouvernement du Sénégal à travers la signature, en novembre 2015, du programme d'appui à l'amélioration de l'efficacité de la politique économique du Sénégal (PA\_AEPE).

Le PAAEPE est un programme qui vise à améliorer l'efficacité de la politique économique et est structuré autour de trois composantes : 1. Renforcement du Système National de Planification ; 2. Contribution à l'alignement de la politique économique sur les enjeux du PSE ; 3. Consolidation du système national de suivi-évaluation de la politique économique. Il répond à la nécessité d'accompagner le MEFP dans son développement organisationnel prescrit par le Décret 2014-1171 du 16 septembre 2014 qui crée la DGPPE et lui assigne des missions expresses d'une meilleure gestion et coordination de la politique économique. Ce programme vise également à appuyer d'autres institutions et structures concourant à l'amélioration de l'efficacité de la politique économique au Sénégal. Prévu pour trois (03) années 2016-2018, le programme a démarré en fin 2015.

Ainsi, l'objectif global du programme est de contribuer, sur la période 2015-2018, à une meilleure prise en charge des fonctions de « Gestion de la politique économique » et « Recherches et Etudes économiques » confiées à la DGPPE. De manière spécifique, le programme vise notamment à : (i) accroître les capacités techniques du Système National de Planification ; (ii) contribuer à l'alignement de la politique économique sur les enjeux du PSE et ; (iii) renforcer le système de suivi-évaluation de la politique économique.

## RAPPORT D'ACTIVITES

Les activités réalisées en 2017 dans le cadre du programme sont conformes au Plan de Travail Annuel (PTA) arrêté à la somme de **cent trente-sept millions (137 000 000) francs CFA**. Les dépenses effectuées se chiffrent à **cent vingt-sept millions six cent cinquante-huit mille sept cent quatre-vingt-dix-sept (127 658 797) Francs CFA** soit un taux d'exécution de **93%**. Le PTA initial a fait l'objet d'une révision pour prendre en charge les activités dont les crédits affectés ne permettaient pas de couvrir toutes les dépenses. Il s'agit de :

- L'appui à l'édition du plan stratégique de développement (PSD) de la DASP;
- L'appui à l'élaboration d'un nouveau guide de préparation et d'évaluation ex ante des projets et programmes publics ;
- L'appui à l'évaluation participative du PSE avec les Acteurs Non Etatiques ;
- L'acquisition des rapports mondial et africain sur le développement humain ;
- L'appui à l'intégration des cibles ODD dans le PSE (alignement des cibles, situation des indicateurs ODD, Projection des cibles, etc.) ;
- L'appui à l'organisation d'ateliers dans le cadre de participation des catégories d'acteurs au suivi des ODD.

Dans le cadre de la composante 1 du programme, le PAAEPE a appuyé l'élaboration de la Lettre de Politique Sectorielle de Développement (LPSD) au profit de trois ministères sectoriels. Il s'agit :

- ❖ Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE) : lancement et diagnostic de la stratégie ;
- ❖ Ministère du Renouveau urbain, de l'habitat et du Cadre de vie (MRUHCV) : phase diagnostic et validation;
- ❖ Ministère du Commerce, du Secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME (MCSICPPLP) : phase diagnostic.

En ce qui concerne le MCSICPPLP, le processus est en cours de finalisation avec la phase de validation qui est prévue pour le mois janvier 2018, selon la feuille de route présentée. Pour le MAESE, la validation est attendue avant la fin du premier trimestre de 2018.

Ainsi, le montant global pour l'accompagnement de ces ministères est de **dix-huit millions six cent trente-neuf mille trente-trois (18 639 033) francs CFA**. Par rapport à

la cible, trois (03) départements ministériels ont été accompagnés sur les cinq (05) prévus en 2017. Il faut noter cependant que les deux autres ministères initialement retenus dans ce processus n'ont pas réagi malgré les messages et ou lettres de relance initiées et qui leur ont été adressées. Ceci nous laisse penser qu'il faille investiguer d'autres voies qui peuvent aller dans le sens de la sensibilisation, encore que tous les MT sont avisés et informés quant à l'élaboration de ces LPSD.

Toujours dans le cadre du processus de planification budgétaire, la Direction de l'Appui au Secteur privé a bénéficié de financement au deuxième trimestre, pour l'édition du plan stratégique de développement et au quatrième trimestre, pour un atelier portant sur les créneaux porteurs. Le premier appui a permis à la DASP de produire 500 exemplaires du plan stratégique de développement (PSD) et 1500 plaquettes de la brochure de présentation du dispositif d'appui du secteur public. Cet appui a permis à la DASP de mieux faire connaître sa mission et de partager l'information avec l'administration et les principaux acteurs. Ainsi, les plaquettes contribuent au développement de synergies du fait qu'elles permettent de savoir ce que chaque structure fait, elles mettent à niveau l'ensemble des acteurs, informent sur les missions assignées, et sur quelles structures s'appuyer pour la réalisation de ses objectifs. Les brochures facilitent la tâche à la DASP dans le cadre de son champ d'action, parce qu'elles informent sur les missions assignées à chaque structure. Tandis que le second appui a permis à la DASP de travailler sur la mise en place de 100 créneaux porteurs d'activités. Le montant total de ces financements est de **trois millions neuf cent quinze mille quatre cent cinquante-cinq (3 915 455) francs CFA.**

Dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs de la planification, le programme a appuyé la participation des cadres de la DGPPE à la Conférence Internationale sur l'Émergence en Afrique (CIEA). Cette deuxième édition avait comme objectif, la recherche de solutions pratiques aux problèmes et défis de la mise en œuvre efficace des processus d'émergence en Afrique. Elle a centré les débats de manière spécifique sur : (i) les changements à apporter à la gouvernance des institutions publiques pour la mettre en adéquation avec les exigences de l'émergence et ; (ii) l'accélération de la dynamique de transformation économique inclusive par

l'industrialisation. Cette activité a été prise en charge par **paiement direct** pour un montant de **quatre millions trente un mille cinq cent dix-huit (4 031 518) francs CFA.**

Pour accompagner la formulation et l'évaluation des projets publics (produit 1.2 de la composante 1), le PA-AEPE a appuyé **l'élaboration d'un nouveau guide de préparation et d'évaluation ex ante des projets et programmes publics**, pour un montant de **onze millions cinq cent quarante mille cent quarante-trois (11 540 143) francs CFA.** Ce financement a permis de mettre en place un nouveau guide unifié plus apte à répondre à l'évaluation ex-ante des projets. L'édition du guide est prévue en 2018.

**Pour la première composante, les activités ont été réalisées pour un coût global de trente-huit millions cent vingt-six mille cent quarante-neuf (38 126 149) francs CFA, soit un taux d'exécution de 103% par rapport au PTA 2017 initial.**

S'agissant de la composante 2 du programme relative à la contribution à l'alignement de la politique économique sur les enjeux du PSE, le programme a pu appuyer l'évaluation participative du PSE en partenariat avec **les acteurs non étatiques** qui ont tenu des foras régionaux et l'atelier national de restitution du rapport d'évaluation Citoyenne. Ces deux activités ont servi d'input pour l'organisation de la troisième université des Acteurs Non Etatiques organisé par la plateforme des ANE. La contribution du PA-AEPE dans le processus de l'Université des acteurs Non étatique s'élève à **quinze millions cent soixante-quatorze mille (15 174 000) franc CFA.** Soient **neuf millions neuf cent soixante-quatorze mille (9 974 000) francs CFA** pour l'organisation des foras régionaux et **cinq millions deux cent cinquante mille (5 250 000) francs CFA** pour l'atelier national de restitution du rapport d'évaluation Citoyenne. Le rapport d'évaluation citoyenne est disponible.

Au niveau du produit 2.1, une étude portant le thème « **retraire universelle au Sénégal : PSE II** » a été menée dans le cadre de l'actualisation du PSE. Le montant de la consultation est de **quatre millions neuf cent cinquante-neuf mille six cent quatre-vingt-dix (4 959 690) francs CFA.** En plus de cette étude, les frais de mission et le billet d'avion pour la mission préparatoire de La Conférence Internationale sur l'Emergence

en Afrique a été prise en charge au quatrième trimestre pour un montant de **deux millions cinq cent quatre-vingt mille (2 580 000) francs CFA.**

**Les dépenses effectuées dans cette rubrique s'élèvent à sept million deux cent quatre-vingt-onze mille sept cent six (7 291 706) francs CFA.**

Dans ce cadre de **l'alignement de la politique économique sur les enjeux du PSE**, la Direction Générale des Finances a organisé un atelier de validation pour la mise à jour et l'actualisation des données sur les ressources de l'Etat. Ces données sur les ressources de l'Etat sont saisies dans la PGFE et sont destinées au financement des programmes d'investissements publics dans la perspective de l'élaboration du rapport sur la coopération au développement 2015 et également de la cartographie des interventions de l'Etat afin d'utiliser la PGFE comme un outil d'aide à la décision. Cet atelier a été prise en charge par le PA-AEPE au premier trimestre pour un montant de **cinq million huit cent quarante-deux mille (5 842 000) francs CFA.** L'appui a permis de résorber le retard accusé dans la publication des RCD, une meilleure couverture des informations avec un taux d'alimentation qui passe de 13% à 87% en 2016 et 2017.

Dans le cadre du suivi du programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA, une consultation a été faite pour élaborer le rapport de suivi. Le montant de cette prestation est de **trois millions trente-neuf mille huit cent dix (3 039 810) francs CFA.** **Le rapport est disponible.**

Au niveau du **produit 2.3** de la **deuxième composante** du programme, un atelier pour la validation du Rapport National de développement Humain a été tenu à Saly au deuxième trimestre, pour un montant de **un million six cent vingt mille (1620.000) francs CFA.** La validation finale du RNDH par le comité élargie est attendue.

Le troisième acompte sur l'étude portant « **TRANSFERT ET SOLIDARITE INTER ET INTRA GENERATIONNEL** » a été régularisé pour un montant de **un million quatre cent cinquante-neuf mille six cent quatre-vingt-dix (1 459 690) franc CFA.** Dans cette même rubrique, le PAAEPE a financé en paiement direct l'acquisition des rapports mondial et africain pour un montant de **trois millions deux cent quatre mille cinq cent (3 204 000) francs CFA.**

Les activités qui ont été réalisées dans la cadre de la deuxième composante ont coûté trente-sept millions six cent trente un mille sept cent six (37 631 706) francs CFA, soit un taux d'exécution de 80% par rapport au PTA 2017 initial.

Au niveau de la composante 3 du programme, la mise en œuvre du plan d'action du CASE a été appuyée. Des revues sectorielles et régionales de la politique économique et sociale ont été organisées en vue de contribuer au rapport de synthèse de la Revue Annuelle Conjointe (RAC). Le montant de l'appui est de **cinq millions (5 000 000) francs CFA**.

L'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) a bénéficié d'un appui pour l'organisation d'un atelier de partage des méthodologies et des résultats du calcul du PIB trimestriel pour un montant de **un million quatre cent quatre-vingt-dix mille (1 490 000) francs CFA**.

Au niveau de la prise en charge du fonctionnement du programme, l'ensemble des activités et des dépenses de fonctionnement ont mobilisé un montant de **six millions soixante-quinze mille sept cent quarante-deux (6 075 742) francs CFA** sur l'année.

Dans le cadre des analyses sur le suivi et l'évaluation de la politique économique, six (06) activités relatives aux ODD ont été financées :

- L'appui à l'intégration des cibles ODD dans le PSE (alignement des cibles, situation des indicateurs ODD, Projection des cibles, etc.). Avec une enveloppe de **deux millions (2000.000) francs CFA**, un atelier a été organisé durant le deuxième trimestre. Au quatrième trimestre, l'atelier sur le concept « LEAVE NO ONE BEHIND » ont été financé pour un montant de **deux millions cinq cent quarante-sept mille quatre cent (2 547 400) francs CFA**
- L'organisation d'un atelier sur la situation de référence de l'intégration des cibles ODD dans les projets et programmes pour un montant de **deux millions (2000.000) francs CFA** au cours du deuxième trimestre.
- L'organisation d'un atelier sur le Cadre de participation des catégories d'acteurs au suivi des ODD qui ont été conviées au partage et à la pré-validation du rapport

national de suivi de la mise en œuvre des ODD. Cette activité a été financée pour un montant de **dix millions quatre cent cinquante-deux mille deux cent cinquante (10 452 250) francs CFA.**

- Le recrutement d'un consultant chargé de l'élaboration du rapport de stratégie nationale de suivi des ODD pour un montant de quatre millions huit cent soixante-quatorze mille (4 874 000) francs CFA.

- Le recrutement d'un consultant pour l'élaboration du document de projet de suivi des ODD pour un montant de **quatre millions huit cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent trente-cinq (4 897 935) francs CFA.**

- L'appui à l'élaboration du Rapport d'avancement sur la mise en œuvre des ODD pour un montant de **quatre millions sept cent onze mille sept cent six (4 711 706) francs CFA.**

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique de développement de la DGPPE, le PAAEPE a appuyé l'élaboration du contrat de performance (CDP). Ce contrat de performance (2016-2018) décline les engagements de la DGPPE formulés sous forme de résultats à atteindre, les mesures à prendre par le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan en termes d'accompagnement et de mise à disposition de moyens matériels et financiers etc... Les dépenses liées à cette activité s'élèvent à **trois millions (3 000 000) francs CFA.**

Dans le cadre de l'opérationnalité du système national de suivi-évaluation de la politique économique (produit 3.3), le programme a appuyé le CREFAT dans la conception et l'édition de Policy Briefs sur la contribution des femmes à la croissance économique. Le montant de l'appui est de **quatre millions neuf cent cinquante mille (4 950 000) francs CFA.**

**Les dépenses effectuées dans la mise en œuvre de la troisième composante sont évaluées à cinquante un millions neuf cent mille neuf cent quarante-deux (51 900 942) francs CFA. Soit un taux d'exécution de 98% par rapport au PTA initial.**

## **DIFFICULTES RENCONTREES**

**Au cours du déroulement des activités, le Programme a rencontré plusieurs difficultés parmi lesquelles**

- retard accusé dans le démarrage des activités et dans les remboursements. Cette contrainte est liée à la méconnaissance ou au non respect des procédures nationales d'exécution des dépenses de la plupart des bénéficiaires ;
- certaines activités prévues dans le PTA de 2017 et devant être portées par des partenaires n'ont pas été réalisées, ce qui justifie le niveau des taux d'exécution et le reversement de crédit effectué.
- l'absence de moyens logistique (acquisition de véhicule pour l'Unité de Gestion du Programme) pour assurer les missions de supervision et de suivi évaluation.
- Les dépassements budgétaires liés à une absence de programmation et de prévision.

# CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

## Les Conclusions

A l'issue de la mission conjointe, on peut noter que des difficultés liées au démarrage et à la spécificité du projet ont considérablement ralenti le rythme d'exécution des activités induisant des réajustements et une révision du budget à la baisse. La non maîtrise de la procédure NEX par les parties prenantes n'a pas facilité le travail de l'unité de coordination.

## Les Recommandations

- Dans la perspectives d'une amélioration des résultats, il serait judicieux de s'assurer de : La prise en charge du lead dans la mise en œuvre de certaines activités avec une forte implication de la structure bénéficiaire identifiée ;
- Le formulaire de requête de financement mis à la disposition des bénéficiaires doit être bien renseigné pour permettre à l'unité de mieux accompagner l'exécution de l'activité conformément aux procédures.

# BILAN FINANCIER DU PAAEPE EN 2017

Produits attendus	Activités programmées	Responsable	PTA FCFA INITIAL	PTA FCFA réaménagé	Dépenses				dépenses Totales
					T1	T2	T3	T4	
<b>COMPOSANTE 1 : RENFORCEMENT DU SYSTEME NATIONAL DE PLANIFICATION</b>									
Produit 1.1 : Le processus de planification budgétaire sectorielle est renforcé	Appuyer l'élaboration des LPSD Appuyer l'édition du plan stratégique de développement (PSD) Renforcement des capacités des acteurs de la planification	DP Ministres sectoriels DASP DGPPE	20 000 000 2 000 000 5 000 000	18 639 033 3 915 455 4 031 518	5 252 273	2 375 000	11 011 760	18 639 033	
Produit 1.2 : La formulation et l'évaluation des projets publics sont appuyés	Elaboration d'un nouveau guide de préparation et d'évaluation ex ante des projets et programmes publics	DP	10 000 000	11 540 143	450 000	6 388 000	4 219 143	11 540 143	
<b>SOUS TOTAL I</b>					7 702 273	8 763 000	17 146 358	38 126 149	
<b>COMPOSANTE 2 : CONTRIBUTION A L'ALIGNEMENT DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE SUR LES ENJEUX DU PSE</b>									
Produit 2.1 : Des études sur la croissance économique et l'émergence sont réalisées	Appuyer l'évaluation participative du PSE	DGPPE/DP	10 000 000	15 174 000	9 924 000		5 250 000	15 174 000	
	Réalisation de 02 études dans le cadre de l'actualisation du PSE	DGPPE/Coord	20 000 000	7 291 706		4 711 706	2 580 000	7 291 706	
	Elaborer le RCD/PGFE	DCEF	6 000 000	5 842 000				5 842 000	
	Appuyer l'élaboration du Rapport de suivi du programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA	UCSPE	3 000 000	3 039 810	0	3 039 810		3 039 810	
Produit 2.3 : Les rapports	Organiser le lancement des rapports mondial et	DGPPE/DP	2 000 000	3 204 500	3 204 500			3 204 500	



Produit 3.3.les travaux de recherche, études, rapports sur la mise en œuvre de la politique économique sont disséminés.	Cadre de participation des catégories d'acteurs au suivi des ODD	UCSPE	7 500 000	10 452 250		0	10 452 250		10 452 250	
	Elaboration et validation du rapport de stratégie nationale de suivi des ODD	DGPPE	5 000 000	4 874 000		0	4 874 000		4 874 000	
	Elaboration du document de projet de suivi des ODD	DGPPE	5 000 000	4 897 935		0	4 897 935		4 897 935	
	Elaboration du Rapport d'avancement sur la mise en œuvre des ODD	DGPPE	5 000 000	4 711 706		4 711 706			4 711 706	
	Appui à l'élaboration du rapport annuel de performance	DGPPE	3 000 000	3 000 000		0	3 000 000		3 000 000	
	Conception de policy Briefs sur la contribution des femmes à la croissance économique	CREFAT/DGPPE	5 000 000	4 950 000		4 950 000			4 950 000	
	<b>SOUS TOTAL 3</b>		53 000 000	51 900 942	1 050 000	19 081 706	26 331 594	5 437 642	51 900 942	
<b>TOTAUX</b>		137 000 000	127 658 797	21 330 518	31 608 479	44 305 800	30 414 000	127 658 797		

**TABLEAU RECAPITULATIF DE DEPENSE DES CREDITS DU PTA-2017**

Périodes	Demande	Autorisé	Dépenses UGP	Total Dépenses	DPD	Reliquat UGP	REVERSEMENT	Exécution
TRIM1	21 500 000	21 500 000	17 299 000	21 330 518	4 031 518	4 201 000	30 466	80,46%
TRIM2	38 000 000	33 799 000	28 403 979	31 608 479	3 204 500	9 596 021	2 836 221	82,21%
TRIM3	49 880 000	40 283 979	44 305 800	44 305 800		5 574 200		88,82%
TRIM4	30 414 000	27 676 021	30 414 000	30 414 000		-		100,00%
<b>TOTAL</b>	<b>139 794 000</b>	<b>123 259 000</b>	<b>120 422 779</b>	<b>127 658 797</b>	<b>7 236 018</b>	<b>19 371 221</b>	<b>2 836 221</b>	<b>100%</b>



**Sylvain Pierre NDIONE**



**Mayacine CAMARA**